

Premier rapport trimestriel

Trimestre terminé le 30 avril 2003

DISCUSSION ET ANALYSE DE LA DIRECTION [REDRESSÉE]

La discussion et analyse de la direction qui suit repose sur les résultats établis selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Elle est également fondée sur i) le bénéfice avant intérêts nets des secteurs manufacturiers, impôts sur les bénéfices et activités abandonnées (« BAIL ») et ii) le bénéfice (la perte) avant impôts sur les bénéfices et les activités abandonnées (« BAI »). Ces mesures de calcul du bénéfice n'ont aucun sens normalisé reconnu par les PCGR et peuvent donc difficilement se comparer à celles présentées par d'autres sociétés.

FAITS SAILLANTS

- En avril 2003, la Société a émis 370 millions d'actions classe B (droits de vote limités) pour un produit net total de 1,2 milliard \$. Le produit net servira au fonds de roulement et aux besoins généraux de la Société.
- La vente du secteur des produits récréatifs avance comme prévu. Un document d'information confidentiel a été envoyé aux parties intéressées admissibles dans la deuxième semaine de mai. La Société prévoit conclure la vente au cours du deuxième semestre de l'exercice en cours. De plus, après la fin du trimestre, la Société a conclu la vente de l'aéroport municipal de Belfast pour un montant total de 77,7 millions \$ (35 millions £).
- La réduction des portefeuilles en liquidation progressive sous gestion se poursuit comme prévu chez Bombardier Capital (« BC »). Ces portefeuilles ont été réduits de 1,2 milliard \$, ou de 23 %, au cours du trimestre par rapport au 31 janvier 2003.
- En avril 2003, Bombardier Transport a signé des contrats à titre de participant des consortiums Metronet pour fournir du matériel roulant, des systèmes de signalisation, de la maintenance et des services de gestion de projets pour la modernisation du métro de Londres. Les contrats ont une valeur approximative de 7,9 milliards \$ (3,4 milliards £) sur 15 ans.
- Après la fin du trimestre, Bombardier Aéronautique a signé un contrat avec US Airways, pour la livraison de 60 Bombardier* CRJ200* et de 25 Bombardier* CRJ705*, d'une valeur totale d'environ 3,2 milliards \$. Les livraisons devraient débiter au quatrième trimestre de l'exercice courant. Le contrat comprend également 90 commandes reconfirmables et 100 options.



BOMBARDIER

Une expérience extraordinaire

INCIDENCE DES FLUCTUATIONS DES TAUX DE CHANGE

La Société fait face aux fluctuations de taux de change, surtout relatives au dollar américain et à l'euro. Au cours du premier trimestre de l'exercice 2004, le dollar américain et l'euro se sont affaiblis par rapport au dollar canadien. La principale incidence de ces fluctuations sur les états financiers consolidés intermédiaires et la discussion et analyse de la direction qui suit a été de diminuer les éléments du bilan au 30 avril 2003 libellés en dollars américains, surtout dans les secteurs aéronautique et Bombardier Capital (« BC »), et en euros, surtout dans le secteur transport.

De plus, le taux de change moyen de l'euro par rapport au dollar canadien a monté au cours du premier trimestre de l'exercice comparativement à la période correspondante de l'exercice précédent, tandis que le taux de change moyen du dollar américain a baissé. Par conséquent, les résultats d'exploitation, libellés en dollars canadiens, des filiales européennes, principalement dans le secteur transport, s'en sont trouvés améliorés, et les résultats d'exploitation des filiales en dollars américains, surtout dans le secteur aéronautique, en ont souffert.

Les taux de change employés pour convertir les éléments libellés en dollars américains et en euros sont les suivants :

	Bilans		États des résultats	
	Au 30 avril 2003	Au 31 janvier 2003	Trois mois terminés le 30 avril 2003	Trois mois terminés le 30 avril 2002
Dollars américains	1,4335	1,5290	1,4825	1,5883
Euros	1,6033	1,6421	1,6030	1,3939

RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Le 3 avril 2003, la Société a annoncé son plan de se départir du secteur des produits récréatifs. Par conséquent, les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie et la situation financière de Bombardier Produits récréatifs sont présentés comme activités abandonnées. Les résultats d'exploitation du secteur des produits récréatifs sont présentés rétroactivement sous un poste unique dans les états des résultats consolidés intermédiaires de la Société.

Les revenus consolidés ont totalisé 4,9 milliards \$ pour le premier trimestre terminé le 30 avril 2003, comparativement à 5,1 milliards \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent. Cette baisse des revenus est principalement attribuable à une baisse des revenus du secteur aéronautique, en partie compensée par une augmentation des revenus du secteur transport.

Le BAII s'est élevé à 170,6 millions \$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2003, en regard de 300,6 millions \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent. Le recul du BAII du secteur aéronautique a plus que compensé la progression du BAII du secteur transport.

Dans les secteurs aéronautique et transport, les intérêts débiteurs nets sont passés à 44,8 millions \$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2003, en hausse comparativement à 31,4 millions \$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2002, principalement en raison de l'augmentation des actifs nets moyens et de l'augmentation des taux d'intérêt au Canada.

Par conséquent, le BAI pour le trimestre terminé le 30 avril 2003 s'est élevé à 125,8 millions \$, ou 2,5 % des revenus, en regard de 269,2 millions \$, ou 5,3 % des revenus, pour le même trimestre de l'exercice précédent.

La Société a comptabilisé, pour le premier trimestre de l'exercice en cours, des impôts sur les bénéfices pour les activités poursuivies totalisant 43,7 millions \$, contre 89,9 millions \$ pour la même période de l'exercice précédent. Pour l'ensemble des activités poursuivies de la Société à l'échelle mondiale, le taux d'imposition

réel consolidé pour le trimestre terminé le 30 avril 2003 a été de 34,7 %, comparativement à 33,4 % pour la même période de l'exercice précédent.

Le bénéfice net tiré des activités poursuivies a atteint 82,1 millions \$, ou 0,05 \$ l'action, pour le premier trimestre de l'exercice en cours, contre 179,3 millions \$, ou 0,13 \$ l'action, pour le premier trimestre de l'exercice précédent.

La perte provenant des activités abandonnées a totalisé 1,4 million \$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2003, en regard d'une perte redressée (voir note 1) de 7,8 millions \$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2002. Les activités abandonnées comprennent des revenus de 507,4 millions \$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2003, par rapport à 445,1 millions \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent. Cette progression des revenus découle principalement de l'essor des ventes de motomarines, de véhicules tout-terrains (« VTT ») et de moteurs hors-bord.

Le bénéfice net a atteint 80,7 millions \$, ou 0,05 \$ l'action, pour le trimestre terminé le 30 avril 2003, par rapport à un bénéfice net redressé (voir note 1) de 171,5 millions \$, ou 0,12 \$ l'action, pour le même trimestre de l'exercice précédent.

Au 30 avril 2003, le carnet de commandes s'élevait à 48,8 milliards \$, contre 44,4 milliards \$ au 31 janvier 2003 et 44,9 milliards \$ au 30 avril 2002. L'augmentation du carnet de commandes découle principalement de la commande des consortiums Metronet reçue par le secteur transport, en partie compensée par une diminution du carnet de commandes du secteur aéronautique.

BOMBARDIER AÉRONAUTIQUE

Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2003, la Société a modifié sa méthode de comptabilisation du coût des ventes d'avions, passant de la méthode de comptabilisation par programme à la méthode du coût moyen. De plus, les coûts non récurrents, dont ceux de la conception et de la mise au point de prototypes, qui étaient auparavant reportés à titre de coût des stocks, sont désormais portés aux immobilisations corporelles comme outillage de programme. Ces modifications des conventions comptables ont été adoptées rétroactivement et ont donné lieu à un redressement des états financiers des périodes antérieures, y compris les états financiers consolidés intermédiaires du trimestre terminé le 30 avril 2002.

Les revenus sectoriels de Bombardier Aéronautique se sont élevés à 2,4 milliards \$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2003, comparativement à 2,7 milliards \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent. La baisse des revenus sectoriels s'explique principalement par une diminution du nombre de livraisons d'avions d'affaires et un affaiblissement du taux de change en vigueur entre le dollar américain et le dollar canadien, en partie compensée par une augmentation des livraisons d'avions de transport régional.

Le BAI pour le premier trimestre terminé le 30 avril 2003 s'est établi à 53,8 millions \$, ou 2,3 % des revenus, en regard de 211,7 millions \$, ou 8,0 % des revenus, pour le même trimestre de l'exercice précédent. Le recul de la marge du BAI s'explique principalement par un changement de la combinaison des livraisons d'avions, découlant essentiellement d'une baisse du nombre de livraisons d'avions d'affaires par suite de la persistance des conditions économiques difficiles et d'une augmentation des livraisons d'avions de transport régional de 40 à 44 places. La marge du BAI pour le premier trimestre a également souffert de la faiblesse persistante du marché des avions d'occasion.

Les intérêts débiteurs nets ont atteint 60,8 millions \$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2003, par rapport à 53,7 millions \$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2002. La hausse des intérêts débiteurs nets pour le trimestre résulte principalement de l'augmentation des actifs nets moyens et de l'augmentation des taux d'intérêt.

Par conséquent, le BAI a été une perte de 7,0 millions \$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2003, contre un BAI de 158,0 millions \$ pour le même trimestre de l'exercice précédent.

La majorité des coûts d'indemnités de départ et autres coûts de cessation d'emploi pour départ involontaire associés aux 3 000 mises à pied annoncées le 5 mars 2003 devraient être constatés pendant le reste de l'exercice courant.

Au 30 avril 2003, le carnet de commandes du secteur aéronautique totalisait 17,1 milliards \$, contre 18,7 milliards \$ au 31 janvier 2003 et 23,0 milliards \$ au 30 avril 2002 (incluant 1,6 milliard \$, 1,7 milliard \$, et 1,6 milliard \$ respectivement pour les Services à la défense), reflétant ainsi l'augmentation du nombre de livraisons par rapport aux commandes reçues, ainsi que le rajustement négatif d'environ 260,0 millions \$, relatif à la baisse du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien. Le carnet de commandes ne comprend pas la commande reçue de US Airways en mai 2003 pour la livraison de 60 avions Bombardier CRJ200 et de 25 avions Bombardier CRJ705. Les 85 commandes fermes incluent le transfert des commandes fermes de 36 Bombardier* CRJ* détenues par GE Capital Aviation Services, pour une augmentation nette du carnet de commandes de 49 avions.

Avions d'affaires

Les livraisons présentées dans le tableau qui suit comprennent les appareils vendus dans le cadre du programme Bombardier* Flexjet*, qui permet aux particuliers ou aux sociétés d'acheter une part d'un biréacteur d'affaires Bombardier.

	Trois mois terminés le 30 avril 2003	Trois mois terminés le 30 avril 2002
Bombardier* Learjet* 31A	-	1
Bombardier Learjet 45	7	9
Bombardier Learjet 60	2	5
Bombardier* Challenger* 604	4	6
Bombardier* Global Express*	3	7
TOTAL	16	28

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2003, le nombre des livraisons d'avions d'affaires a baissé par rapport au nombre de livraisons effectuées au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent. La faiblesse persistante de l'économie américaine a nui au marché des avions d'affaires.

Programme Bombardier Flexjet

Au 30 avril 2003, le programme Bombardier Flexjet comptait 111 avions en service en Amérique du Nord, comparativement à 110 avions au 31 janvier 2003. Le nombre de clients ayant droit à des heures de vol était de 687 au 30 avril 2003, en regard de 714 au 31 janvier 2003. La hausse du nombre de clients se retirant du programme reflète la situation dans l'ensemble du marché de la multipropriété.

Aménagement intérieur d'avions d'affaires

Les aménagements intérieurs d'avions à large fuselage ont été comme suit :

	Trois mois terminés le 30 avril 2003	Trois mois terminés le 30 avril 2002
Bombardier Challenger 604	3	7
Bombardier Global Express	13	6
TOTAL	16	13

Avions de transport régional

Bombardier Aéronautique a livré les avions de transport régional suivants :

	Trois mois terminés le 30 avril 2003	Trois mois terminés le 30 avril 2002
Bombardier CRJ200	34	24
Bombardier* CRJ700*	11	7
Bombardier* CRJ900*	1	-
Bombardier* Q300*	1	2
Bombardier* Q400*	-	4
TOTAL	47	37

L'augmentation des livraisons d'avions de transport régional découle principalement de la hausse des livraisons de Bombardier CRJ200 et de Bombardier CRJ700, en partie compensée par une réduction des livraisons d'avions à turbopropulsion. De plus, la grève des employés syndiqués des installations de Montréal et de Mirabel, qui a eu lieu du 15 avril 2002 au 5 mai 2002, a également influé sur les livraisons au cours du trimestre terminé le 30 avril 2002.

Commandes d'avions de transport régional

	Trois mois terminés le 30 avril 2003		Trois mois terminés le 30 avril 2002	
	Commandes	Annulations	Commandes nettes	Commandes nettes
Bombardier CRJ200	-	-	-	5
Bombardier CRJ700	1	(1)	-	-
Bombardier CRJ900	-	-	-	-
Bombardier* Q100/200*	1	-	1	-
Bombardier Q300	-	-	-	-
Bombardier Q400	17	-	17	-
TOTAL	19	(1)	18	5

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2003, Bombardier Aéronautique a signé un contrat avec un transporteur du Royaume-Uni portant sur 17 avions à turbopropulsion Bombardier Q400, dont les livraisons devraient commencer au deuxième trimestre de l'exercice 2004.

Au 30 avril 2003, le carnet de commandes fermes, les options et les commandes conditionnelles d'avions de transport régional de Bombardier Aéronautique étaient comme suit :

	Carnet de commandes fermes	Options et commandes conditionnelles ou lettres d'entente	Total
Bombardier CRJ200	215	788	1 003
Bombardier CRJ700	96	302	398
Bombardier CRJ900	23	62	85
Bombardier Q100/200	1	1	2
Bombardier Q300	7	27	34
Bombardier Q400	24	69	93
TOTAL	366	1 249	1 615

Avions amphibies

Aucun avion amphibie à turbopropulsion Bombardier* 415* n'a été livré au cours des trimestres terminés les 30 avril 2003 et 2002.

BOMBARDIER TRANSPORT

Pour le premier trimestre terminé le 30 avril 2003, les revenus sectoriels de Bombardier Transport se sont élevés à 2,4 milliards \$, comparativement à 2,3 milliards \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Cette hausse des revenus du trimestre est principalement le résultat du raffermissement de l'euro qui a eu une incidence d'environ 250,0 millions \$, mais elle a été contrebalancée en partie par des revenus moindres découlant de l'achèvement du contrat Virgin au cours de l'exercice 2003 et du ralentissement du niveau d'activités de certains contrats importants en Amérique du Nord.

Le BAI a atteint 92,2 millions \$, ou 3,8 % des revenus, pour le premier trimestre terminé le 30 avril 2003, en regard de 68,3 millions \$, ou 3,0 % des revenus, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le raffermissement de l'euro face au dollar canadien explique en grande partie cette augmentation.

Les intérêts créditeurs nets ont diminué passant de 22,3 millions \$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2002 à 16,0 millions \$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2003. La baisse des intérêts créditeurs nets est principalement attribuable à l'appréciation des actifs nets moyens, partiellement compensée par un contexte de taux d'intérêt plus élevés.

Par conséquent, le BAI s'est établi à 108,2 millions \$, soit 4,5 % des revenus, pour le premier trimestre terminé le 30 avril 2003, par rapport à 90,6 millions \$, ou 3,9 % des revenus, pour la période correspondante de l'exercice précédent.

La valeur du carnet de commandes de Bombardier Transport, en milliards de dollars, se présentait comme suit :

	30 avril 2003		31 janvier 2003		30 avril 2002	
Activités de fabrication	24,9	\$	19,8	\$	17,2	\$
Activités de service	6,8		5,9		4,7	
TOTAL	31,7	\$	25,7	\$	21,9	\$

L'augmentation de la valeur du carnet de commandes au 30 avril 2003 par rapport au 31 janvier 2003 reflète des nouvelles commandes de 9,2 milliards \$ obtenues au cours de la période de trois mois terminée le 30 avril 2003 (y compris la commande des consortiums Metronet pour le métro de Londres). Elle reflète toutefois l'incidence d'un rajustement négatif d'environ 800,0 millions \$ lié à la dépréciation de l'euro relativement au dollar canadien au 30 avril 2003 comparativement au 31 janvier 2003.

Les principales nouvelles commandes reçues par Bombardier Transport au cours des trois premiers mois de l'exercice 2004 sont les suivantes :

Client	Produit	Nombre de véhicules	Valeur (en millions de dollars)
Metronet pour le métro de Londres (Royaume-Uni)	Fourniture de matériel roulant et de systèmes de signalisation, et des services de maintenance, de restauration et de gestion	1 738	7 930,0 \$ ⁽¹⁾
Société locale de transport de la Basse Saxe (Allemagne)	Locomotives et voitures-passagers à double niveau	8 locomotives, 40 voitures	212,0
Chemins de fer luxembourgeois	Voitures-passagers à double niveau	85	195,0 \$

⁽¹⁾ Inclut 1,5 milliard \$ pour les services de maintenance.

BOMBARDIER CAPITAL

Le tableau suivant présente le total des actifs sous gestion avant la provision pour pertes sur créances :

(en millions de dollars)	Au 30 avril 2003 (non vérifié)			Au 31 janvier 2003		
	Au bilan	Hors bilan	Total	Au bilan	Hors bilan	Total
Portefeuilles d'activités poursuivies						
Financement de stocks	2 779,6 \$	– \$	2 779,6 \$	2 953,6 \$	– \$	2 953,6 \$
Avions commerciaux						
Financement provisoire	501,3	–	501,3	848,8	–	848,8
Crédit-bail à long terme	466,1	–	466,1	451,0	–	451,0
	967,4	–	967,4	1 299,8	–	1 299,8
Matériel industriel	100,3	–	100,3	115,2	–	115,2
Total – Portefeuilles d'activités poursuivies	3 847,3	–	3 847,3	4 368,6	–	4 368,6
Portefeuilles en liquidation progressive						
Avions d'affaires						
Prêts et contrats de location-financement	1 067,1	–	1 067,1	1 221,3	–	1 221,3
Avions d'occasion	700,5	–	700,5	815,0	–	815,0
	1 767,6	–	1 767,6	2 036,3	–	2 036,3
Affacturation de débiteurs	316,2	–	316,2	1 039,4	–	1 039,4
Crédit-bail pour wagons	57,0	967,7	1 024,7	61,1	1 017,8	1 078,9
Maisons usinées	390,3	–	390,3	434,1	–	434,1
Financement de biens de consommation	286,6	114,4	401,0	342,3	138,0	480,3
Autres	185,2	33,2	218,4	233,8	40,5	274,3
Total – Portefeuilles en liquidation progressive	3 002,9	1 115,3	4 118,2	4 147,0	1 196,3	5 343,3
TOTAL	6 850,2 \$	1 115,3 \$	7 965,5 \$	8 515,6 \$	1 196,3 \$	9 711,9 \$

Les actifs sous gestion, avant la provision pour pertes sur créances, ont totalisé 8,0 milliards \$ au 30 avril 2003, en regard de 9,7 milliards \$ au 31 janvier 2003. Cette baisse de 18,0 % découle principalement de la réduction des portefeuilles en liquidation progressive et plus particulièrement de celui de l'affacturation de débiteurs, ainsi que de la réduction du portefeuille de financement provisoire d'avions commerciaux. En outre, le raffermissement du dollar canadien face à la devise américaine a aussi contribué pour environ 500,0 millions \$ à la réduction des actifs sous gestion.

La moyenne des actifs sous gestion a atteint 9,2 milliards \$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2003, par rapport à 12,1 milliards \$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2002. Cette diminution est principalement attribuable à la réduction du portefeuille d'affacturation de débiteurs et des autres portefeuilles en liquidation progressive ainsi qu'à la vigueur du dollar canadien par rapport au dollar américain.

Pour le premier trimestre terminé le 30 avril 2003, les revenus sectoriels de BC se sont établis à 217,0 millions \$, ou 2,3 % de la moyenne des actifs sous gestion (9,2 % sur une base annualisée), comparativement à 192,0 millions \$, ou 1,6 % (6,4 % sur une base annualisée) pour le trimestre terminé le 30 avril 2002. Les revenus sectoriels pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent ne tiennent pas compte des portefeuilles titrisés de financement de stocks, qui étaient constatés hors bilan. La croissance des revenus s'explique principalement par les revenus additionnels tirés des portefeuilles de débiteurs titrisés liés au financement de stocks et par des marges plus élevées. Elle a été partiellement contrebalancée par le repli des taux d'intérêt aux États-Unis.

Pour le trimestre terminé le 30 avril 2003, le BAI de BC a atteint 24,6 millions \$, ou 11,3 % des revenus, par rapport à un BAI de 20,6 millions \$, ou 10,7 % des revenus, pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement attribuable à la baisse des frais autres que d'intérêts.

Le ratio prêt/valeur des prêts et des contrats de location-financement à des tiers du portefeuille d'avions d'affaires s'établissait à 96,5 % au 30 avril 2003, contre 92,3 % au 31 janvier 2003.

La valeur des portefeuilles de maisons usinées de BC faisant l'objet de titrisations publiques s'élevait à 1,9 milliard \$ au 30 avril 2003 (2,1 milliards \$ au 31 janvier 2003).

SITUATION FINANCIÈRE

Bombardier

Le total de l'actif consolidé des secteurs manufacturiers a atteint 20,9 milliards \$ au 30 avril 2003, en regard de 20,8 milliards \$ au 31 janvier 2003.

Les débiteurs se sont accrus de 235,8 millions \$ au 30 avril 2003, par rapport au 31 janvier 2003 en raison principalement de la baisse de l'affacturage de débiteurs par BC. Cette hausse a été partiellement neutralisée par l'affaiblissement du dollar américain et de l'euro.

Les stocks sont présentés déduction faite des avances et des facturations progressives relatives aux contrats et aux programmes. Toutefois, les avances et les facturations progressives en excédent des coûts connexes déterminés pour chaque contrat sont présentées à titre de passifs.

Le total des stocks au 30 avril 2003 était de 5,7 milliards \$, contre 5,3 milliards \$ au 31 janvier 2003, soit une hausse de 468,8 millions \$, principalement attribuable à l'augmentation normale des stocks dans le secteur aéronautique en début d'exercice. Les avances et facturations progressives en excédent des coûts connexes, présentées à titre de passifs, totalisaient 3,3 milliards \$ au 30 avril 2003, en regard de 3,8 milliards \$ au 31 janvier 2003. Le total des avances et des facturations progressives s'établissait à 8,1 milliards \$ au 30 avril 2003, par rapport à 8,4 milliards \$ au 31 janvier 2003. Cette fluctuation s'explique principalement par la réduction des avances dans le secteur aéronautique.

Les créiteurs et frais courus s'élevaient à 7,8 milliards \$ au 30 avril 2003, contre 8,5 milliards \$ au 31 janvier 2003. Le niveau moins élevé d'activités et l'affaiblissement de l'euro et du dollar américain face au dollar canadien expliquent en grande partie cette diminution.

En avril 2003, la Société a émis 370 millions d'actions classe B (droits de vote limités) à 3,25 \$ l'action, pour un produit net total de 1,2 milliard \$.

BC

La valeur des portefeuilles de débiteurs financiers et les actifs loués en vertu de contrats de location-exploitation au bilan, avant la provision pour pertes sur créances, s'établissait à 6,9 milliards \$ au 30 avril 2003, comparativement à 8,5 milliards \$ au 31 janvier 2003. Cette baisse découle en grande partie de la poursuite de la réduction des portefeuilles en liquidation progressive et de la diminution du portefeuille de financement provisoire des avions commerciaux. Elle découle également du raffermissement du dollar canadien par rapport au dollar américain qui a entraîné une baisse du portefeuille d'environ 450,0 millions \$.

Le levier financier de BC, soit le ratio emprunts au bilan et hors bilan sur capitaux propres et dettes subordonnées de Bombardier, était de 5,3 : 1 au 30 avril 2003, contre 6,5 : 1 au 31 janvier 2003.

RENSEIGNEMENTS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Bombardier

Les flux de trésorerie utilisés pour l'exploitation se sont élevés à 1,7 milliard \$ pour le premier trimestre terminé le 30 avril 2003, par rapport à 568,7 millions \$ pour le premier trimestre terminé le 30 avril 2002, soit une variation de 1,1 milliard \$ d'une année à l'autre. Cette fluctuation est surtout attribuable à la croissance des

débiteurs et des stocks d'avions d'affaires d'occasion, à la suite de l'abandon de certaines activités de financement avec BC, ainsi qu'à la diminution du total des avances reçues et des créditeurs et frais courus.

Les investissements nets dans les immobilisations corporelles ont été de 65,2 millions \$ pour le premier trimestre terminé le 30 avril 2003, contre 129,4 millions \$ pour le premier trimestre terminé le 30 avril 2002.

Par conséquent, les flux de trésorerie disponibles de Bombardier, définis comme étant les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, moins les acquisitions d'immobilisations corporelles, déduction faite des cessions, ont résulté en une utilisation de 1,7 milliard \$ pour le premier trimestre de l'exercice en cours, par rapport à une utilisation de 698,1 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Cette situation découle en grande partie de l'abandon des activités d'affacturage de débiteurs et de financement d'avions d'affaires par BC ainsi qu'à la diminution du total des avances et des créditeurs et frais courus. Les flux de trésorerie disponibles de Bombardier sont généralement négatifs dans les premiers mois d'un exercice en raison de l'augmentation cyclique des actifs nets sectoriels au cours de cette période.

Bombardier a remboursé à BC des avances de 210,5 millions \$ au cours du premier trimestre terminé le 30 avril 2003, en regard de 72,2 millions \$ au cours de la période correspondante de l'exercice précédent.

Les flux de trésorerie liés aux activités de financement se sont établis à 1,8 milliard \$ pour le premier trimestre terminé le 30 avril 2003, contre 1,2 milliard \$ pour le premier trimestre terminé le 30 avril 2002. Les flux de trésorerie liés aux activités de financement de l'exercice en cours reflètent l'émission de 370 millions d'actions classe B (droits de vote limités) pour un produit net de 1,2 milliard \$ ainsi qu'une augmentation de 624,1 millions \$ des emprunts à court terme.

En raison des éléments ci-dessus, les emprunts à court terme de Bombardier, moins les espèces et quasi-espèces, totalisaient 528,4 millions \$ au 30 avril 2003, contre des espèces et quasi-espèces moins des emprunts à court terme de 361,0 millions \$ au 31 janvier 2003.

BC

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation ont totalisé 12,0 millions \$ pour le premier trimestre terminé le 30 avril 2003, en comparaison de flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 75,8 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie positifs liés à l'exploitation pour les premiers trimestres terminés les 30 avril 2003 et 2002 représentent surtout les flux de trésorerie provenant de l'exploitation, avant les variations nettes des soldes hors caisse liés à l'exploitation.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'investissement se sont élevés à 1,2 milliard \$ pour le premier trimestre terminé le 30 avril 2003, contre 45,7 millions \$ pour le premier trimestre de l'exercice précédent. Cette fluctuation est surtout imputable à la diminution nette des débiteurs financiers et des actifs loués en vertu de contrats de location-exploitation pour le trimestre terminé le 30 avril 2003, en raison de la réduction des portefeuilles en liquidation progressive, en regard d'une augmentation nette pour le trimestre terminé le 30 avril 2002.

Les flux de trésorerie utilisés dans les activités de financement ont atteint 754,7 millions \$ pour le premier trimestre terminé le 30 avril 2003, par rapport à des flux de trésorerie provenant des activités de financement de 55,0 millions \$ pour le premier trimestre terminé le 30 avril 2002. Les flux de trésorerie utilisés dans les activités de financement pour le trimestre terminé le 30 avril 2003 reflètent le remboursement de la dette à long terme et les emprunts à court terme de respectivement 267,9 millions \$ et 486,8 millions \$.

En raison des éléments ci-dessus, les espèces et quasi-espèces de BC totalisaient 842,6 millions \$ au 30 avril 2003, contre 301,2 millions \$ au 31 janvier 2003.

SOURCES DE FINANCEMENT

Au 30 avril 2003, les facilités de crédit confirmées s'élevaient à 7,8 milliards \$ pour Bombardier et à 3,2 milliards \$ pour BC, dont 63 % ont des échéances de deux ans ou plus. Du total des facilités de crédit

confirmées de Bombardier et BC, les tranches non utilisées s'élevaient respectivement à 2,4 milliards \$ et 1,7 milliard \$ au 30 avril 2003. Compte tenu des espèces et quasi-espèces de 1,3 milliard \$, la Société disposait de sources de financement à court terme totalisant 5,3 milliards \$ au 30 avril 2003.

Les montants disponibles en vertu des lignes de crédit de Bombardier ont diminué de 961,6 millions \$ au cours du trimestre terminé le 30 avril 2003, et les espèces et quasi-espèces ont reculé de 314,9 millions \$, ce qui correspond à une baisse des sources de financement à court terme de 1,3 milliard \$. Cette diminution s'explique principalement par les flux de trésorerie utilisés au cours du premier trimestre de l'exercice 2004, les flux de trésorerie affectés aux activités abandonnées, le remboursement d'avances à BC et l'augmentation des lettres de crédit émises en vertu des facilités de crédit de Bombardier, contrebalancée en partie par le produit net de 1,2 milliard \$ découlant de l'émission de 370 millions d'actions classe B (droits de vote limités).

Les montants disponibles en vertu des lignes de crédit de BC ont augmenté de 317,4 millions \$ au cours du premier trimestre terminé le 30 avril 2003, et les espèces et quasi-espèces se sont accrues de 541,4 millions \$, ce qui correspond à une augmentation nette des sources de financement à court terme de 858,8 millions \$. Cette augmentation nette tient principalement à la réduction des portefeuilles en liquidation progressive et de la réduction du portefeuille de financement provisoire d'avions commerciaux, atténuée en partie par le remboursement de 250,0 millions \$ de débentures arrivées à échéance en février 2003.

En mars 2003, la Société a conclu des ententes d'amendement avec ses prêteurs, relatives à ses deux principales facilités de crédit syndiquées, stipulant que le ratio de la dette totale, défini essentiellement comme les emprunts à court terme et la dette à long terme moins la dette subordonnée et les espèces et quasi-espèces sur la capitalisation totale (la dette totale, telle qu'elle est définie, plus les capitaux propres et la dette subordonnée) ne doit pas dépasser 70 % au 30 avril 2003, 60 % aux 31 juillet et 31 octobre 2003 et 50 % au 31 janvier 2004 et, par la suite, à la fin de chaque trimestre. Au 30 avril 2003, la Société respectait ce ratio financier.

La Société est d'avis que ses facilités de crédit actuelles ainsi que ses sources de financement prévues lui permettront de mettre en œuvre des programmes d'investissement, de développer de nouveaux produits, de soutenir la croissance de ses activités, de verser des dividendes et de respecter tous ses autres engagements financiers prévus.

COTE DE SOLVABILITÉ

Certains engagements financiers de la Société comprennent des dispositions qui pourraient entrer en vigueur dans l'éventualité d'une révision à la baisse de sa cote de solvabilité. En raison de certaines révisions à la baisse de la cote de solvabilité de la Société en mars 2003, relative à la dette non garantie, la Société peut être tenue de fournir à certains de ses clients des lettres de crédit, des cautionnements ou d'autres formes de sûreté afin de garantir l'exécution de ses obligations de fabrication en vertu de conventions d'achat d'avions ou d'équipement de transport. Par conséquent, les montants à la disposition de la Société en vertu de ses facilités de crédit pourraient être réduits. Afin de limiter l'incidence de ces événements sur ses sources de financement, la Société est actuellement en pourparlers avec ses clients afin d'établir le montant des garanties requises. La valeur maximale des instruments de garantie que la Société pourrait être tenue de fournir est de 630,2 millions \$.

Une cote de solvabilité inférieure à une cote de premier ordre pourrait aussi entraîner le remboursement d'avances totalisant 315,4 millions \$ dans le secteur aéronautique. De plus, la Société pourrait devoir racheter à sa juste valeur (41,9 millions \$ au 30 avril 2003) l'option d'achat rattachée aux billets encaissables/remboursables par anticipation de 430,0 millions \$ (300,0 millions \$ US) échéant en 2013, si le porteur de l'option d'achat devait décider de mettre fin à l'arrangement par anticipation. Le remboursement des billets encaissables/remboursables par anticipation deviendrait exigible à la première date d'ajustement du taux qui suivrait une telle révision à la baisse de la cote de solvabilité.

Certaines ententes de titrisation comprennent des clauses qui, en cas de révision à la baisse de la cote de solvabilité, pourraient nécessiter la liquidation progressive des facilités de titrisation d'entités privées dans le cours normal des activités de recouvrement. La Société pourrait devoir trouver des sources de financement de

remplacement. Étant donné les révisions à la baisse de la cote de solvabilité en mars 2003, Dominion Bond Rating Services Limited a réévalué la performance et la qualité de crédit de 200,0 millions \$ de facilités de titrisation d'entités privées. À la suite de cette réévaluation, des garanties additionnelles ont été fournies et la cote de crédit, à partir de laquelle la liquidation des entités privées serait déclenchée, a été révisée à la baisse. Également, une cote de solvabilité inférieure à une cote de premier ordre pourrait entraîner la liquidation de facilités de titrisation de Bombardier totalisant 286,7 millions \$ (200,0 millions \$ US) (81,0 millions \$ d'encours au 30 avril 2003).

INFORMATION FINANCIÈRE PROSPECTIVE

Ce rapport contient des énoncés prospectifs qui sont assujettis à des risques et des incertitudes. Pour toute information sur les facteurs de risque de nature législative ou réglementaire, économique, climatique, technologique et concurrentielle ou pouvant toucher les fluctuations de change, ou pour tout autre facteur important qui pourrait faire en sorte que les résultats réels diffèrent de façon importante des résultats prévus, consultez le rapport annuel de l'exercice clos le 31 janvier 2003 de Bombardier sous la rubrique Risques et incertitudes dans la section Discussion et analyse de la direction.

Tous les montants stipulés dans ce rapport sont en dollars canadiens, à moins d'indication contraire.

* Marque(s) de commerce de Bombardier Inc. ou de ses filiales.

Bombardier Inc., 800, boul. René-Lévesque Ouest, Montréal, Québec, Canada H3B 1Y8
Téléphone : (514) 861-9481; Télécopieur : (514) 861-2420; Site Internet : www.bombardier.com

An English copy is available upon request to the Public Affairs department.

BOMBARDIER INC.**Bilans consolidés**

(en millions de dollars canadiens)

		Bombardier Inc.		Bombardier		BC	
		consolidé					
	Notes	30 avril 2003	31 janvier 2003	30 avril 2003	31 janvier 2003	30 avril 2003	31 janvier 2003
		(non vérifiés)	(non vérifiés)	(non vérifiés)	(non vérifiés)		
Actif							
Espèces et quasi-espèces		1 245,0 \$	1 014,3 \$	402,4 \$	713,1 \$	842,6 \$	301,2 \$
Débiteurs		2 509,4	2 259,6	2 329,8	2 094,0	179,6	165,6
Débiteurs financiers	4	5 546,6	7 013,3	-	-	5 546,6	7 013,3
Actifs loués en vertu de contrats de location-exploitation	5	1 169,3	1 350,9	-	-	1 169,3	1 350,9
Stocks	6	5 732,4	5 263,6	5 732,4	5 263,6	-	-
Immobilisations corporelles		5 164,7	5 385,9	5 041,7	5 238,5	123,0	147,4
Écart d'acquisition		3 197,5	3 244,9	3 197,5	3 244,9	-	-
Investissement dans et avances à/de BC		-	-	1 367,5	1 286,7	-	69,1
Autres actifs		2 232,9	2 216,8	1 604,3	1 661,6	628,6	555,2
Actifs détenus à des fins de vente	3	1 252,9	1 260,1	1 252,9	1 260,1	-	-
		28 050,7 \$	29 009,4 \$	20 928,5 \$	20 762,5 \$	8 489,7 \$	9 602,7 \$
Passif							
Emprunts à court terme	7	2 539,2 \$	2 563,6 \$	955,3 \$	380,8 \$	1 583,9 \$	2 182,8 \$
Avances à/de Bombardier		-	-	-	69,1	111,4	-
Créditeurs et frais courus		8 055,5	8 898,5	7 828,6	8 490,7	226,9	407,8
Avances et facturations progressives en excédent des coûts connexes		3 337,9	3 816,0	3 337,9	3 816,0	-	-
Dette à long terme	8	8 242,7	8 811,6	2 955,2	3 099,0	5 287,5	5 712,6
Autres passifs		1 379,2	1 346,1	1 355,3	1 333,3	23,9	12,8
Passif lié aux actifs détenus à des fins de vente	3	703,9	832,6	703,9	832,6	-	-
		24 258,4	26 268,4	17 136,2	18 021,5	7 233,6	8 316,0
Capitaux propres (Investissement dans BC)							
Actions privilégiées							
Émises et en circulation :							
Série 2 : 2 597 907		65,0	65,0	65,0	65,0	-	-
Série 3 : 9 402 093		235,0	235,0	235,0	235,0	-	-
Série 4 : 9 400 000		235,0	235,0	235,0	235,0	-	-
Actions ordinaires							
Émises et en circulation :							
Classe A : 342 019 138 (342 020 138 au 31 janvier 2003)		47,3	47,3	47,3	47,3	-	-
Classe B : 1 405 967 780 (1 035 666 780 au 31 janvier 2003)	9	2 072,0	869,1	2 072,0	869,1	-	-
Bénéfices non répartis		1 132,8	1 132,5	1 132,8	1 132,5	-	-
Redressement de conversion reporté		5,2	157,1	5,2	157,1	-	-
Investissement dans BC		-	-	-	-	1 256,1	1 286,7
		3 792,3	2 741,0	3 792,3	2 741,0	1 256,1	1 286,7
		28 050,7 \$	29 009,4 \$	20 928,5 \$	20 762,5 \$	8 489,7 \$	9 602,7 \$

Engagements et éventualités 12

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires et apportent des précisions sur la présentation des états financiers.

BOMBARDIER INC.**États consolidés des résultats**

(non vérifiés)

Pour les trois mois terminés les 30 avril

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)

Bombardier Inc.						
		consolidé		Bombardier		BC
	Notes	2003	2002	2003	2002	2003
			(redressé - note 1)		(redressé - note 1)	2002
Revenus		4 939,2	\$ 5 063,0	\$ 4 808,1	\$ 4 964,2	\$ 217,0
Coût des ventes et frais d'exploitation		4 540,2	4 593,4	4 475,2	4 508,5	150,9
Amortissement		239,9	213,1	186,9	175,7	53,0
Intérêts débiteurs		48,3	33,6	48,3	33,6	-
Autres revenus		(15,0)	(46,3)	(3,5)	(2,2)	(11,5)
Bénéfice net de BC		-	-	(15,4)	(12,5)	-
		4 813,4	4 793,8	4 691,5	4 703,1	192,4
Bénéfice découlant des activités poursuivies						
avant impôts sur les bénéfices		125,8	269,2	116,6	261,1	24,6
Impôts sur les bénéfices		43,7	89,9	34,5	81,8	9,2
Bénéfice net découlant des activités poursuivies		82,1	179,3	82,1	179,3	15,4
Bénéfice (perte) découlant						
des activités abandonnées, après impôts	3	(1,4)	(7,8)	(1,4)	(7,8)	-
Bénéfice net	10, 11	80,7	\$ 171,5	\$ 80,7	\$ 171,5	\$ 15,4
Bénéfice par action :	10, 11					
De base						
Activités poursuivies		0,05	\$ 0,13	\$		
Activités abandonnées		-	(0,01)			
		0,05	0,12			
Dilué						
Activités poursuivies		0,05	\$ 0,13	\$		
Activités abandonnées		-	(0,01)			
		0,05	0,12			

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires et apportent des précisions sur la présentation des états financiers.

BOMBARDIER INC.**États consolidés des bénéfices non répartis***(non vérifiés)**Pour les trois mois terminés les 30 avril**(en millions de dollars canadiens)*

		Bombardier Inc.	
		consolidé	
	Notes	2003	2002
			(redressé - note 1)
Solde au début de la période - tel que présenté antérieurement		1 132,5	\$ 2 785,3
Incidence des modifications de conventions comptables			
pour les programmes d'aéronautique	1	-	(753,9)
Solde au début de la période - redressé		1 132,5	2 031,4
Bénéfice net		80,7	171,5
Dividendes :			
Actions privilégiées		(7,7)	(6,3)
Actions ordinaires		(39,9)	(63,3)
Frais d'émission d'actions, après impôts	9	(32,8)	(5,1)
Autres		-	(0,7)
Solde à la fin de la période		1 132,8	\$ 2 127,5

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires et apportent des précisions sur la présentation des états financiers.

BOMBARDIER INC.**États consolidés des flux de trésorerie**

(non vérifiés)

Pour les trois mois terminés les 30 avril

(en millions de dollars canadiens)

		<i>Bombardier Inc.</i>		<i>Bombardier</i>		<i>BC</i>	
	Notes	<i>consolidé</i>					
		2003	2002	2003	2002	2003	2002
		(redressé - note 1)		(redressé - note 1)			
<i>Activités d'exploitation</i>							
Bénéfice net découlant des activités poursuivies		82,1	\$ 179,3	\$ 82,1	\$ 179,3	\$ 15,4	\$ 12,5
Éléments hors caisse :							
Amortissement		239,9	213,1	186,9	175,7	53,0	37,4
Bénéfice net de BC		-	-	(15,4)	(12,5)	-	-
Pertes sur créances	4	28,7	26,1	-	-	28,7	26,1
Impôts sur les bénéfices reportés		30,3	47,3	23,8	46,2	6,5	1,1
Gain sur cessions d'immobilisations corporelles		(10,1)	-	(10,1)	-	-	-
Variations nettes des soldes hors caisse							
liés à l'exploitation		(2 041,2)	(958,7)	(1 949,6)	(957,4)	(91,6)	(1,3)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		(1 670,3)	(492,9)	(1 682,3)	(568,7)	12,0	75,8
<i>Activités d'investissement</i>							
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(183,2)	(134,4)	(181,8)	(131,4)	(1,4)	(3,0)
Cessions d'immobilisations corporelles		138,9	2,1	116,6	2,0	22,3	0,1
Investissement net dans les débiteurs financiers		1 093,9	160,5	-	-	1 093,9	160,5
Acquisitions d'actifs loués en vertu de contrats							
de location-exploitation		(30,8)	(765,3)	-	-	(30,8)	(765,3)
Cessions d'actifs loués en vertu de contrats							
de location-exploitation		105,1	486,2	-	-	105,1	486,2
Investissement dans et avances à/de BC		-	-	(210,5)	(72,2)	210,5	72,2
Autres		(198,6)	84,1	(15,7)	(10,9)	(182,9)	95,0
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		925,3	(166,8)	(291,4)	(212,5)	1 216,7	45,7
<i>Activités de financement</i>							
Variation nette des emprunts à court terme	7	137,3	125,4	624,1	61,2	(486,8)	64,2
Émission de dette à long terme		-	872,2	-	872,2	-	-
Remboursement de dette à long terme	8	(279,4)	(20,3)	(11,5)	(11,1)	(267,9)	(9,2)
Émission d'actions, montant net des frais connexes	9	1 170,1	235,4	1 170,1	235,4	-	-
Dividendes versés		(7,7)	(6,3)	(7,7)	(6,3)	-	-
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		1 020,3	1 206,4	1 775,0	1 151,4	(754,7)	55,0
Effets de change sur les espèces et quasi-espèces		113,4	(158,2)	46,0	(169,6)	67,4	11,4
Flux de trésorerie liés aux activités poursuivies		388,7	388,5	(152,7)	200,6	541,4	187,9
Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	3	(162,2)	(152,9)	(162,2)	(152,9)	-	-
<i>Augmentation (diminution) nette des espèces et quasi-espèces</i>							
		226,5	235,6	(314,9)	47,7	541,4	187,9
<i>Espèces et quasi-espèces au début de la période</i>							
		1 043,0	462,8	741,8	462,8	301,2	-
<i>Espèces et quasi-espèces à la fin de la période ⁽¹⁾</i>							
		1 269,5	\$ 698,4	\$ 426,9	\$ 510,5	\$ 842,6	\$ 187,9

⁽¹⁾ Y compris ce qui suit :

Espèces et quasi-espèces liées aux :

- Activités poursuivies		1 245,0	\$	666,8	\$	402,4	\$	478,9	\$	842,6	\$	187,9	\$
- Activités abandonnées	3	24,5		31,6		24,5		31,6		-		-	
		1 269,5	\$	698,4	\$	426,9	\$	510,5	\$	842,6	\$	187,9	\$

Les notes afférentes font partie intégrante de ces états financiers consolidés intermédiaires et apportent des précisions sur la présentation des états financiers.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

Pour le premier trimestre terminé le 30 avril 2003

(Tous les montants pour les périodes terminées les 30 avril 2003 et 2002 ainsi qu'au 30 avril 2003 sont non vérifiés.)

(Les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, à l'exception du capital social, des options d'achat d'actions et des montants par action.)

PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

Bombardier Inc. est constituée en vertu des lois du Canada. Les bilans consolidés ne sont pas classifiés, car Bombardier Inc. et ses filiales (la « Société ») exercent leurs activités poursuivies dans trois secteurs distincts (aéronautique, transport et services financiers/immobiliers), chacun se caractérisant par un cycle d'exploitation particulier. Les activités du secteur des produits récréatifs sont présentées comme des activités abandonnées. Les services financiers et immobiliers, de nature différente de celles des autres activités de Bombardier, sont présentés sous une colonne distincte, Bombardier Capital (« BC »), aux états financiers consolidés intermédiaires.

Voici une description des colonnes figurant dans les présents états financiers :

Bombardier Inc. consolidé

Cette colonne regroupe toutes les activités de la Société de manière consolidée, après élimination des opérations et soldes entre Bombardier et BC.

Bombardier

Cette colonne représente les activités des deux secteurs manufacturiers maintenus de la Société (aéronautique et transport) ainsi que les activités du secteur des produits récréatifs qui sont présentées comme activités abandonnées. Ces secteurs et activités sont regroupés et désignés sous le nom de « Bombardier ». Les opérations et les soldes intersociétés dans cette colonne ont été éliminés, tandis que les opérations et les soldes intersociétés entre Bombardier et BC n'ont pas été éliminés. L'investissement de Bombardier dans BC est comptabilisé, dans cette colonne, à la valeur de consolidation et comprend les capitaux propres de BC ainsi que la dette subordonnée de Bombardier dans BC.

BC

La colonne BC représente les services financiers et immobiliers de la Société. Les opérations et les soldes intersociétés au sein de BC ont été éliminés, tandis que les opérations et les soldes intersociétés entre Bombardier et BC n'ont pas été éliminés.

1. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES

Les états financiers consolidés intermédiaires comprennent les comptes de Bombardier Inc. et de ses filiales, presque toutes détenues en propriété exclusive. Ils comprennent aussi la quote-part de la Société dans ses coentreprises. La date de fin d'exercice de la plupart des sociétés du secteur transport est le 31 décembre. Par conséquent, la Société consolide ces activités avec le reste de ses activités avec un écart d'un mois.

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés par la Société conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada pour les états financiers consolidés intermédiaires et suivent les mêmes conventions et méthodes comptables que les plus récents états financiers consolidés annuels, à l'exception des modifications des conventions comptables relatives à la dépréciation d'actifs à long terme et de la disposition d'actifs à long terme et de l'abandon d'activités décrites à la note 2. De l'avis de la direction, tous les rajustements nécessaires à une image fidèle sont reflétés dans les états financiers consolidés intermédiaires. Ces rajustements sont normaux et récurrents. Les états financiers consolidés intermédiaires doivent être lus avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes y afférentes inclus dans le rapport annuel de la Société pour l'exercice 2003.

Les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne reflètent pas nécessairement les résultats d'exploitation de l'exercice entier. La Société investit habituellement dans ses soldes hors caisse liés à l'exploitation au cours des trois premiers trimestres d'un exercice, surtout dans le secteur aéronautique. Cet investissement dans les soldes hors caisse liés à l'exploitation est généralement plus faible au quatrième trimestre, par suite des ventes importantes survenant durant ce trimestre.

Redressement et reclassement des chiffres correspondants

Dans le cadre de l'entente de vente et d'achat se rapportant à la vente de son secteur des produits récréatifs, la Société a préparé des états financiers cumulés distincts pour ce secteur. Lors de la préparation de ces états financiers cumulés, la Société a effectué un examen détaillé des registres comptables du secteur des produits récréatifs, incluant l'application de ses conventions comptables aux états financiers consolidés intermédiaires. Par suite de ce processus, la Société a constaté qu'une convention comptable propre au secteur des produits récréatifs avait été appliquée incorrectement lors de la préparation de ses états financiers consolidés intermédiaires pour chacun des trimestres de l'exercice 2003.

L'application incorrecte de la convention comptable du secteur des produits récréatifs n'a eu aucun effet sur les résultats d'exploitation de la Société pour l'exercice terminé le 31 janvier 2003. De plus, elle a eu une incidence négligeable sur les états financiers consolidés intermédiaires du premier trimestre de l'exercice en cours.

L'application incorrecte de cette convention comptable a résulté en un report de certains coûts de production et de marketing engagés au cours des deux premiers trimestres de l'exercice 2003, aux deux derniers trimestres de cet exercice. Selon les PCGR applicables aux états financiers consolidés intermédiaires, seuls certains coûts engagés durant un trimestre donné peuvent être reportés et constatés comme une dépense au cours d'un trimestre suivant du même exercice.

Le secteur des produits récréatifs est actuellement comptabilisé dans les activités abandonnées tel que décrit à la note 3. Ces rajustements hors caisse des états consolidés des résultats sont les suivants :

Tel que présenté antérieurement

	Trimestre terminé le 30 avril 2002		Exercice 2003	
Bénéfice découlant des activités abandonnées – après impôts	17,9	\$	93,7	\$
Bénéfice net (perte nette)	197,2	\$	(615,2)	\$
Bénéfice par action de base et dilué découlant des activités abandonnées	0,01	\$	0,07	\$
Bénéfice (perte) par action de base et dilué(e)	0,14	\$	(0,47)	\$

Redressé

	Trimestre terminé le 30 avril 2002		Exercice 2003	
Bénéfice (perte) découlant des activités abandonnées – après impôts	(7,8)	\$	93,7	\$
Bénéfice net (perte nette)	171,5	\$	(615,2)	\$
Bénéfice (perte) par action de base et dilué découlant des activités abandonnées	(0,01)	\$	0,07	\$
Bénéfice (perte) par action de base et dilué(e)	0,12	\$	(0,47)	\$

Au cours de l'exercice terminé le 31 janvier 2003, la Société a changé de convention comptable pour la constatation du coût des ventes d'avions, passant de la méthode de comptabilisation par programme à la méthode du coût moyen. En outre, les coûts non récurrents, dont ceux de la conception et de la mise au point de prototypes, qui auparavant étaient reportés à titre de coûts des stocks, sont désormais portés aux immobilisations corporelles comme outillage des programmes. Ces modifications de conventions comptables ont été adoptées de façon rétroactive avec redressement des états financiers des exercices antérieurs et sont présentées en détail dans le rapport annuel de la Société pour l'exercice 2003. En plus du reclassement décrit à la note 3, certains reclassements ont été apportés aux états financiers des périodes antérieures aux fins de conformité avec la présentation de l'exercice en cours. Les changements les plus importants se rapportent au reclassement de certaines concessions de ventes aux clients de produits de Bombardier entre les revenus, le coût des ventes et les frais d'exploitation.

2. MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS À LONG TERME

En décembre 2002, le Conseil des normes comptables (« CNC ») a publié de nouvelles recommandations comptables relatives au calcul de la dépréciation d'actifs à long terme ainsi qu'aux normes de constatation, de mesure et d'information applicables à la dépréciation. La Société a adopté ces nouvelles recommandations par anticipation en date du 1^{er} février 2003. L'adoption des nouvelles recommandations n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société et ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice se terminant le 31 janvier 2004.

DISPOSITION D'ACTIFS À LONG TERME ET ABANDON D'ACTIVITÉS

Également en décembre 2002, le CNC a publié de nouvelles recommandations comptables à l'égard de la comptabilisation des actifs à long terme destinés à être cédés autrement que par vente, des actifs à long terme destinés à être cédés par vente et de la présentation et de l'information à fournir quant aux activités abandonnées. La Société a adopté ces nouvelles recommandations par anticipation en date du 1^{er} février 2003. L'adoption des nouvelles recommandations n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers consolidés intermédiaires de la Société et ne devrait pas avoir d'incidence importante sur les états financiers consolidés de la Société pour l'exercice se terminant le 31 janvier 2004.

3. ACTIVITÉS ABANDONNÉES ET ACTIFS DÉTENUS À DES FINS DE VENTE

Le 3 avril 2003, la Société a annoncé son plan de se départir du secteur des produits récréatifs. Par conséquent, les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie et la situation financière du secteur des produits récréatifs ont été présentés séparément dans les états financiers consolidés intermédiaires ci-joints, et sont présentés comme activités abandonnées sous un poste distinct dans ces états financiers consolidés intermédiaires. La Société prévoit conclure la vente du secteur des produits récréatifs au cours du deuxième semestre de l'exercice en cours.

Les résultats des activités abandonnées pour les périodes terminées les 30 avril, présentés dans les états consolidés des résultats intermédiaires ci-joints, ont été comme suit :

	2003	2002
	(non vérifié)	(non vérifié)
		(redressé – note 1)
Revenus	507,4 \$	445,1 \$
Coût des ventes et frais d'exploitation	488,3	436,7
Amortissement	11,9	12,9
Intérêts débiteurs et autres revenus	9,3	7,2
	509,5	456,8
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices	(2,1) \$	(11,7) \$
Charge (recouvrement) d'impôts sur les bénéfices	(0,7)	(3,9)
Bénéfice (perte) découlant des activités abandonnées	(1,4) \$	(7,8) \$

Les flux de trésorerie nets liés aux activités abandonnées pour les périodes terminées les 30 avril, présentés dans les états consolidés des flux de trésorerie intermédiaires ci-joints, ont été comme suit :

	2003	2002
	(non vérifié)	(non vérifié)
		(redressé – note 1)
Activités d'exploitation	(148,4) \$	(153,4) \$
Activités d'investissement	(7,1)	(4,0)
Activités de financement	-	-
Effet de change sur les espèces et quasi-espèces	(6,7)	4,5
Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	(162,2) \$	(152,9) \$

En outre, la Société s'apprête à vendre les Services à la défense et, après la fin du trimestre, a conclu la vente de l'aéroport municipal de Belfast, activités du secteur aéronautique. L'actif et le passif de ces activités ainsi que ceux du secteur des produits récréatifs ont été présentés dans des postes distincts dans les bilans consolidés intermédiaires ci-joints comme « Actifs détenus à des fins de vente » et « Passif lié aux actifs détenus à des fins de vente ».

Les actifs détenus à des fins de vente et le passif lié à ces actifs étaient comme suit :

30 avril 2003

	Produits récréatifs	Services à la défense et aéroport municipal de Belfast	Total (non vérifié)
Actif			
Espèces et quasi-espèces	24,5 \$	- \$	24,5 \$
Débiteurs	95,3	17,8	113,1
Stocks	573,4	6,9	580,3
Immobilisations corporelles	349,4	100,9	450,3
Autres actifs	83,3	1,4	84,7
	1 125,9 \$	127,0 \$	1 252,9 \$
Passif			
Créditeurs et frais courus	488,8 \$	92,9 \$	581,7 \$
Dette à long terme	3,4	-	3,4
Autres passifs	100,4	18,4	118,8
	592,6 \$	111,3 \$	703,9 \$

31 janvier 2003

	Produits récréatifs	Services à la défense et aéroport municipal de Belfast	Total
Actif			
Espèces et quasi-espèces	28,7 \$	- \$	28,7 \$
Débiteurs	70,3	19,3	89,6
Stocks	554,3	3,7	558,0
Immobilisations corporelles	373,1	112,0	485,1
Autres actifs	97,9	0,8	98,7
	1 124,3 \$	135,8 \$	1 260,1 \$
Passif			
Créditeurs et frais courus	610,5	66,0	676,5
Dette à long terme	3,5	-	3,5
Autres passifs	105,6	47,0	152,6
	719,6 \$	113,0 \$	832,6 \$

4. DÉBITEURS FINANCIERS

Les débiteurs financiers de BC étaient comme suit :

	30 avril 2003 (non vérifié)	31 janvier 2003
Portefeuilles d'activités poursuivies		
Financement de stocks	2 779,6 \$	2 953,6 \$
Avions commerciaux		
Financement provisoire	501,3	785,9
Crédit-bail à long terme	141,7	135,7
	643,0	921,6
Matériel industriel	46,8	58,9
	3 469,4	3 934,1
Provision pour pertes sur créances	(42,5)	(45,1)
Total – Portefeuilles d'activités poursuivies	3 426,9	3 889,0
Portefeuilles d'activités en liquidation progressive		
Avions d'affaires	1 067,1	1 221,3
Affacturation de débiteurs	316,2	1 039,4
Maisons usinées ⁽¹⁾	390,3	434,1
Financement de biens de consommation	286,6	342,3
Autres	151,3	193,5
	2 211,5	3 230,6
Provision pour pertes sur créances	(91,8)	(106,3)
Total – Portefeuilles d'activités en liquidation progressive	2 119,7	3 124,3
	5 546,6 \$	7 013,3 \$

⁽¹⁾ En outre, des portefeuilles de prêts visant des maisons usinées dans des instruments de titrisation publics s'élevant à 1 887,3 millions \$ au 30 avril 2003 (2 096,1 millions \$ au 31 janvier 2003) étaient gérés par BC.

PROVISION POUR PERTES SUR CRÉANCES

Les variations de la provision pour pertes sur créances pour les trimestres terminés les 30 avril s'établissaient comme suit :

	2003 (non vérifié)	2002 (non vérifié)
Solde au début de la période	151,4 \$	273,3 \$
Provision pour pertes sur créances	28,7	26,1
Montants radiés, après recouvrements	(45,8)	(48,5)
Solde à la fin de la période	134,3 \$	250,9 \$

Les débiteurs financiers douteux pour les portefeuilles d'activités poursuivies et les portefeuilles d'activités en liquidation progressive totalisaient respectivement 19,9 millions \$ et 188,3 millions \$ au 30 avril 2003 (39,8 millions \$ et 217,5 millions \$ au 31 janvier 2003). Les actifs repris détenus à des fins de vente s'élevaient à 27,0 millions \$ et 30,5 millions \$ respectivement au 30 avril 2003 et au 31 janvier 2003.

5. ACTIFS LOUÉS EN VERTU DE CONTRATS DE LOCATION-EXPLOITATION

Les actifs loués en vertu de contrats de location-exploitation de BC étaient comme suit :

	30 avril 2003		31 janvier 2003	
	Coût (non vérifié)	Valeur comptable nette (non vérifié)	Coût	Valeur comptable nette
Portefeuilles d'activités poursuivies				
Avions commerciaux	405,7 \$	324,4 \$	453,4 \$	378,2 \$
Matériel industriel	71,9	53,5	73,0	56,3
	477,6	377,9	526,4	434,5
Portefeuilles d'activités en liquidation progressive				
Avions d'affaires	799,2	700,5	907,1	815,0
Wagons de marchandises	75,4	57,0	79,5	61,1
Autres	56,3	33,9	71,4	40,3
	930,9	791,4	1 058,0	916,4
	1 408,5 \$	1 169,3 \$	1 584,4 \$	1 350,9 \$

6. STOCKS

	30 avril 2003 (non vérifié)	31 janvier 2003
Matières premières et produits en cours	131,5 \$	247,4 \$
Programmes d'aéronautique	2 647,1	2 184,1
Contrats à long terme	1 550,1	1 707,5
Produits finis	1 403,7	1 124,6
	5 732,4 \$	5 263,6 \$

Les coûts engagés et les marges comptabilisées sur les contrats à long terme ainsi que les coûts engagés relatifs aux programmes aéronautiques en cours s'établissaient respectivement à 5 375,5 millions \$ et 3 594,8 millions \$ au 30 avril 2003 (5 210,4 millions \$ et 3 274,6 millions \$ au 31 janvier 2003). Les avances reçues et les facturations progressives sur les contrats à long terme et les programmes d'aéronautique en cours totalisaient 6 471,0 millions \$ et 1 640,0 millions \$ au 30 avril 2003 (6 543,6 millions \$ et 1 865,8 millions \$ au 31 janvier 2003), dont respectivement 2 645,6 millions \$ et 692,3 millions \$ constituent un passif présenté à titre d'avances et facturations progressives en excédent des coûts connexes au 30 avril 2003 (3 040,7 millions \$ et 775,3 millions \$ au 31 janvier 2003).

7. EMPRUNTS À COURT TERME

	30 avril 2003 (non vérifié)	31 janvier 2003
Bombardier	955,3 \$	380,8 \$
BC	1 583,9	2 182,8
	2 539,2 \$	2 563,6 \$

En vertu d'ententes avec des syndicats bancaires, Bombardier Inc. et quelques-unes de ses filiales doivent maintenir trimestriellement certains ratios financiers. Ces ratios étaient respectés au 30 avril 2003 et au 31 janvier 2003.

Bombardier

Les facilités de crédit et les emprunts de Bombardier ainsi que leurs taux et échéances étaient comme suit :

30 avril 2003 (non vérifié)							
Facilités de crédit	Confirmé	Montants prélevés ⁽¹⁾	Lettres de crédit prélevées	Disponible	Taux de fin de période	Taux moyen pour la période	Échéance
Européenne	6 012,4 \$	335,3 \$	3 647,7 \$	2 029,4 \$	2,7 %	2,5 %	2004-2008
Nord-américaine	1 750,0	620,0	783,4	346,6	3,9 %	3,4 %	2004-2006
	7 762,4 \$	955,3 \$	4 431,1 \$	2 376,0 \$			

⁽¹⁾ Les composantes en devises des montants prélevés totalisaient 75,0 millions € et 150,0 millions \$ US pour la facilité de crédit européenne.

31 janvier 2003							
Facilités de crédit	Confirmé	Montants prélevés ⁽¹⁾	Lettres de crédit prélevées	Disponible	Taux de fin d'exercice	Taux moyen pour l'exercice	Échéance
Européenne	6 158,7 \$	380,8 \$	3 574,0 \$	2 203,9 \$	3,1 %	3,1 %	2004-2008
Nord-américaine	1 750,0	-	616,3	1 133,7	-	2,9 %	2004-2006
	7 908,7 \$	380,8 \$	4 190,3 \$	3 337,6 \$			

⁽¹⁾ Les composantes en devises des montants prélevés totalisaient 195,0 millions € pour la facilité de crédit européenne.

Les facilités bilatérales restantes découlant de l'acquisition d'Adtranz totalisaient 485,0 millions \$ au 30 avril 2003, en regard de 505,1 millions \$ au 31 janvier 2003. Bombardier avait aussi un encours de 832,6 millions \$ de lettres de crédit au 30 avril 2003 (900,2 millions \$ au 31 janvier 2003). Ces lettres de crédit s'ajoutent aux lettres de crédit prélevées présentées dans les tableaux ci-dessus.

Les montants prélevés des facilités de crédit comprenaient, au 30 avril 2003, 20,0 millions \$ d'emprunts sous forme de papier commercial assortis d'échéances allant jusqu'à un mois (380,0 millions \$ allant jusqu'à trois mois au 31 janvier 2003).

BC

Les facilités de crédit de BC ainsi que leurs taux et échéances étaient comme suit :

30 avril 2003 (non vérifié)						
Facilités de crédit	Confirmé	Montants prélevés ⁽¹⁾	Disponible	Taux de fin de période	Taux moyen pour la période	Échéance
Lignes renouvelables	1 903,5 \$	315,4 \$	1 588,1 \$	1,9 %	1,9 %	2004-2006
Emprunts bancaires	43,0	25,7	17,3	4,2 %	4,5 %	2004
Autres	43,7	-	43,7	-	4,6 %	2004
	1 990,2	341,1	1 649,1			
Financement de stocks titrisés	1 254,0	1 242,8	11,2	1,6 %	1,6 %	2004
	3 244,2 \$	1 583,9 \$	1 660,3 \$			

⁽¹⁾ Les composantes en devises des montants prélevés étaient comme suit : 220,0 millions \$ US pour les lignes renouvelables, des montants en diverses devises d'Europe de l'Ouest pour un équivalent en dollars canadiens de 25,7 millions \$ pour les emprunts bancaires et 777,1 millions \$ US pour le financement de stocks titrisés.

31 janvier 2003

Facilités de crédit	Confirmé	Montants prélevés ⁽¹⁾	Disponible	Taux de fin d'exercice	Taux moyen pour l'exercice	Échéance
Lignes renouvelables	1 999,0 \$	726,7 \$	1 272,3 \$	2,0 %	2,1 %	2004-2006
Emprunts bancaires	152,9	139,1	13,8	2,9 %	3,0 %	2004
Autres	45,6	-	45,6	-	4,8 %	2004
	2 197,5	865,8	1 331,7			
Financement de stocks titrisés	1 328,2	1 317,0	11,2	1,5 %	1,9 %	2004
	3 525,7 \$	2 182,8 \$	1 342,9 \$			

⁽¹⁾ Les composantes en devises des montants prélevés étaient comme suit : 473,2 millions \$ US pour les lignes renouvelables, 50,0 millions \$ US et des montants en diverses devises d'Europe de l'Ouest pour un équivalent en dollars canadiens de 62,7 millions \$ pour les emprunts bancaires et 777,1 millions \$ US pour le financement de stocks titrisés.

Les montants prélevés en vertu des facilités de crédit ne comprenaient pas d'emprunts sous forme de papier commercial au 30 avril 2003 (726,7 millions \$ au 31 janvier 2003).

8. DETTE À LONG TERME

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2003, BC a remboursé à l'échéance des débentures totalisant 250,0 millions \$.

9. CAPITAL SOCIAL

Le 17 avril 2003, la Société a émis 370 millions d'actions classe B (droits de vote limités) à un prix de 3,25 \$ l'action. Le produit net de cette émission a atteint un montant de 1 169,7 millions \$.

10. RÉGIMES À BASE D'ACTIONS

Au cours du trimestre terminé le 30 avril 2003, la Société n'a attribué aucune option aux employés clés et aux administrateurs (4 845 000 options pour le trimestre terminé le 30 avril 2002) pour l'achat d'actions classe B (droits de vote limités). La juste valeur moyenne pondérée à la date d'attribution des options attribuées au cours du trimestre terminé le 30 avril 2002 était de 5,10 \$.

La juste valeur de chaque option attribuée a été déterminée au moyen du modèle d'établissement de prix de Black-Scholes, d'après les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	Trimestres terminés les 30 avril	
	2003	2002
	(non vérifié)	(non vérifié)
Taux d'intérêt sans risque	-	5,43 %
Durée de vie prévue	-	6 ans
Volatilité prévue du cours des actions	-	28,0 %
Rendement prévu de l'action (dividende)	-	0,90 %

La Société a choisi de comptabiliser ses régimes d'options d'achat d'actions à titre d'opérations portant sur les capitaux propres. Si les régimes d'options d'achat d'actions avaient été comptabilisés selon la méthode de la juste valeur, le bénéfice net pro forma et le bénéfice par action pro forma auraient été comme suit :

Trimestres terminés les 30 avril				
2003			2002	
(non vérifié)			(non vérifié) (redressé – note 1)	
Bénéfice net				
– comme présenté	80,7	\$	171,5	\$
– pro forma	78,7	\$	171,0	\$
Bénéfice par action				
De base – comme présenté	0,05	\$	0,12	\$
– pro forma	0,05	\$	0,12	\$
Dilué – comme présenté	0,05	\$	0,12	\$
– pro forma	0,05	\$	0,12	\$

Les données pro forma ne tiennent pas compte de l'incidence des options d'achat d'actions attribuées avant le 1^{er} février 2002.

11. BÉNÉFICE PAR ACTION

Le tableau ci-après présente le bénéfice par action de base et dilué pour les trimestres terminés les 30 avril (les nombres d'actions et d'options sont exprimés en milliers) :

2003			2002	
(non vérifié)			(non vérifié) (redressé – note 1)	
Bénéfice net découlant des activités poursuivies	82,1	\$	179,3	\$
Dividendes sur actions privilégiées, après impôts	(7,7)		(7,0)	
Bénéfice net découlant des activités poursuivies disponible pour les porteurs d'actions ordinaires	74,4		172,3	
Bénéfice (perte) découlant des activités abandonnées	(1,4)		(7,8)	
Bénéfice net disponible pour les porteurs d'actions ordinaires	73,0	\$	164,5	\$
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	1 435 957		1 371 414	
Effet net des options d'achat d'actions	806		17 116	
Nombre dilué moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	1 436 763		1 388 530	
Bénéfice par action découlant des activités poursuivies				
De base	0,05	\$	0,13	\$
Dilué	0,05	\$	0,13	\$
Bénéfice par action découlant des activités abandonnées				
De base	-	\$	(0,01)	\$
Dilué	-	\$	(0,01)	\$
Bénéfice par action				
De base	0,05	\$	0,12	\$
Dilué	0,05	\$	0,12	\$

Pour les trimestres terminés les 30 avril 2003 et 2002, un total respectif de 37 886 et 15 168 options d'achat d'actions a été exclu du calcul du bénéfice dilué par action, puisque le prix d'exercice de ces options a excédé la valeur marchande moyenne des actions classe B (droits de vote limités) de la Société pour les périodes respectives.

Il y avait 40 214 et 41 347 options d'achat d'actions émises et en circulation respectivement au 30 avril 2003 et au 31 janvier 2003.

12. ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (tous les montants présentés ne sont pas actualisés)

Ventes d'avions

a) Garanties de crédit et garanties portant sur la valeur résiduelle

Dans le cadre de la vente d'avions, Bombardier fournit des garanties de crédit sous forme de garanties de paiement des loyers de contrats de location ainsi que des services liés à la revente d'avions. Ces garanties sont émises au profit de certains clients ou prestataires de financement à des clients. Le risque de crédit maximal en vertu de ces garanties échéant au cours de diverses périodes jusqu'en 2022 s'élevait à 1 059,9 millions \$ au 30 avril 2003 (1 049,4 millions \$ au 31 janvier 2003).

En outre, Bombardier offre des garanties portant sur la valeur résiduelle d'avions à la date d'échéance de certaines ententes de location ou de financement. Le tableau suivant résume les garanties portant sur la valeur résiduelle en cours ainsi que les périodes pendant lesquelles elles peuvent être exercées :

	30 avril 2003 (non vérifié)	31 janvier 2003
Moins de 1 an	4,9 \$	4,9 \$
De 1 à 5 ans	139,3	107,4
De 6 à 10 ans	613,4	618,1
De 11 à 15 ans	919,2	969,7
Par la suite	1 207,3	1 171,0
	2 884,1 \$	2 871,1 \$

Les provisions et obligations comptabilisées à l'égard des garanties de crédit et des garanties portant sur la valeur résiduelle, pouvant servir à contrebalancer les réclamations possibles, s'élevaient à 974,4 millions \$ au 30 avril 2003 (918,7 millions \$ au 31 janvier 2003).

Le tableau ci-après présente le risque auquel est exposée la Société et l'avantage net découlant des avions et garanties sous-jacents en relation avec le soutien financier fourni pour les livraisons d'avions existantes :

	30 avril 2003 (non vérifié)		31 janvier 2003	
	Risque	Avantage net connexe	Risque	Avantage net connexe
Risque de crédit maximal	1 059,9 \$	300,6 \$	1 049,4 \$	356,3 \$
Garanties maximales portant sur la valeur résiduelle	2 884,1	2 124,8	2 871,1	2 172,6
Risques mutuellement exclusifs ⁽¹⁾	(838,5)	(330,6)	(818,2)	(365,4)
Risque combiné maximal	3 105,5	-	3 102,3	-
Provisions et obligations	(974,4)	-	(918,7)	-
Risque hors bilan maximal	2 131,1	2 094,8 \$	2 183,6	2 163,5 \$
Avantage net connexe	(2 094,8)		(2 163,5)	
Risque net	36,3 \$		20,1 \$	

⁽¹⁾ Certaines des garanties portant sur la valeur résiduelle ne peuvent être exercées que lorsque les garanties de crédit sont venues à échéance sans être exercées et, par conséquent, ne doivent pas être additionnées pour calculer le risque combiné maximal.

L'avantage net découlant des avions et garanties sous-jacents représente la valeur estimative de l'avion, fondée sur les évaluations indépendantes de tiers, et les garanties disponibles pour réduire l'exposition de la Société au risque découlant des garanties données, en plus des provisions et des obligations déjà comptabilisées.

b) Garanties de crédit et garanties portant sur la valeur résiduelle – ventes futures

Bombardier s'est aussi engagée à fournir des garanties de crédit et des garanties portant sur la valeur résiduelle pour des ventes futures d'avions pour les commandes fermes. Au 30 avril 2003, le montant des garanties de crédit confirmées s'élevait à 664,7 millions \$ (655,2 millions \$ au 31 janvier 2003). Les garanties portant sur la valeur résiduelle confirmées ainsi que les périodes pendant lesquelles elles peuvent être exercées étaient comme suit :

	30 avril 2003 (non vérifié)	31 janvier 2003
Moins de 1 an	- \$	- \$
De 1 à 5 ans	4,1	-
De 6 à 10 ans	10,1	4,0
De 11 à 15 ans	83,0	90,3
Par la suite	1 039,1	1 253,3
	1 136,3 \$	1 347,6 \$

Le montant devant être déduit du calcul du risque combiné maximal futur est de 562,9 millions \$ au 30 avril 2003 (635,3 millions \$ au 31 janvier 2003).

Toute provision relative aux garanties de crédit et aux garanties portant sur la valeur résiduelle pour les ventes futures sera comptabilisée au moment de la vente correspondante des avions.

c) Options de reprise

Dans le cadre de la vente d'avions neufs, la Société offre de temps à autre à ses clients des options de reprise. Ces options offrent aux clients la reprise de leur avion d'occasion, à un montant prédéterminé et pendant une période prédéterminée, conditionnelle à l'achat d'un avion neuf.

L'engagement de la Société visant l'achat d'avions d'occasion se présentait comme suit :

	30 avril 2003 (non vérifié)	31 janvier 2003
Moins de 1 an	1 714,7 \$	2 125,9 \$
De 1 à 3 ans	804,4	1 016,3
De 4 à 5 ans	194,5	149,2
Par la suite	271,6	294,8
	2 985,2 \$	3 586,2 \$

La Société examine les engagements d'achat d'avions avec reprise par rapport à la juste valeur prévue de l'avion et comptabilise les pertes anticipées à titre d'imputation aux bénéfices. La juste valeur de l'avion est déterminée au moyen d'évaluations tant internes qu'externes, y compris l'information acquise de la vente d'avions semblables sur le marché secondaire. Au 30 avril 2003 et au 31 janvier 2003, la Société avait respectivement comptabilisé des provisions de 26,8 millions \$ et de 29,5 millions \$ à l'égard des pertes anticipées sur les options de reprise, selon la probabilité que ces options soient exercées. De plus, la Société a comptabilisé une provision de 48,7 millions \$ au 30 avril 2003 (91,3 millions \$ au 31 janvier 2003) liée à des engagements fermes d'acheter des avions neufs.

d) Options de vente multipropriété

En vertu du programme de multipropriété Bombardier * Flexjet *, les clients font l'achat de parts d'un avion. La Société offre aux clients l'option de revendre leurs parts d'avion à une juste valeur estimative si l'option est exercée au cours d'une période de cinq ans à compter de la date de l'achat. Au 30 avril 2003, l'engagement de la Société visant le rachat de parts d'avion fondé sur les justes valeurs courantes estimatives totalisait 808,6 millions \$ (985,3 millions \$ au 31 janvier 2003).

En outre, certains clients peuvent échanger leurs parts d'avion pour des parts d'avion d'un plus grand modèle à un montant prédéterminé. Le total de l'engagement à racheter des parts d'avion, en échange de parts d'un plus grand modèle, atteignait 145,9 millions \$ au 30 avril 2003 (151,6 millions \$ au 31 janvier 2003). La Société a comptabilisé une provision de 34,5 millions \$ au 30 avril 2003 (32,1 millions \$ au 31 janvier 2003), attribuable aux pertes anticipées sur ces engagements d'achat à des montants prédéterminés.

e) Engagements de financement

La Société s'est engagée à fournir du financement dans le cadre de commandes en main qui, déduction faite du financement par des tiers déjà en place, s'élevait à 4,5 milliards \$ au 30 avril 2003 (5,2 milliards \$ au 31 janvier 2003). Ces engagements sont fournis en vertu de certaines modalités, et sont liés aux avions faisant l'objet de commandes fermes, dont les livraisons sont prévues d'ici l'exercice 2006. Ces engagements ont des dates d'échéance fixées à l'avance.

Opérations de cession-bail

BC et Bombardier ont conclu des opérations de cession-bail avec des tiers portant essentiellement sur des wagons de marchandises, des avions d'occasion et du matériel de transport, qui, en grande partie, ont été loués simultanément à des exploitants. Le montant total des garanties portant sur la valeur résiduelle pour ces opérations s'élevait à 280,1 millions \$ au 30 avril 2003 (299,4 millions \$ au 31 janvier 2003).

Contrats de location-exploitation

La Société loue des bâtiments et de l'équipement et a pris en charge des contrats de location-exploitation d'avions en vertu d'engagements de vente d'avions neufs. Les garanties portant sur la valeur résiduelle s'y rattachant totalisaient 110,1 millions \$ au 30 avril 2003 (117,4 millions \$ au 31 janvier 2003).

Autres garanties

Dans le cadre de la vente de certains produits de transport et de certains produits récréatifs, Bombardier fournit des garanties de crédit à l'égard des paiements de location. Le risque de crédit relatif à ces garanties, qui viennent à échéance au cours de différentes périodes jusqu'en 2020, totalisait 70,0 millions \$ au 30 avril 2003 (74,5 millions \$ au 31 janvier 2003). En outre, à la date d'échéance de certaines ententes de location et de financement, la Société a fourni des garanties portant sur la valeur résiduelle d'un montant total de 169,3 millions \$ au 30 avril 2003 (180,4 millions \$ au 31 janvier 2003), principalement liées au secteur transport. Ces garanties portant sur la valeur résiduelle peuvent pour la plupart être exercées en 2014.

De plus, la Société a offert à certains prestataires de financement et à certains clients, principalement dans le secteur transport, le droit, à certaines conditions, de revendre le matériel à la Société à des prix prédéterminés. Au 30 avril 2003, l'engagement de la Société visant le rachat de matériel s'élevait à 240,8 millions \$ (261,7 millions \$ au 31 janvier 2003). De ce montant, une somme de 212,9 millions \$ (233,4 millions \$ au 31 janvier 2003) a trait à l'une des ententes en vertu de laquelle la Société peut être tenue, à compter de 2008, et en cas de manquement au paiement de la part du client au prestataire du financement, de racheter le matériel. En outre, à trois dates distinctes, à compter de 2008, la Société peut également être tenue de racheter le matériel. Dans le cadre de cet engagement, des fonds ont été déposés par le client dans un compte de dépôt en garantie qui, avec l'intérêt accumulé, devrait couvrir entièrement le risque de la Société.

Dans le cours normal de ses affaires, la Société a conclu des ententes comprenant des indemnités en faveur de tiers, principalement des indemnités fiscales. Ces ententes ne contiennent généralement pas de limite spécifique à l'égard de la responsabilité de la Société et, par conséquent, il n'est pas possible d'évaluer la responsabilité potentielle de la Société à l'égard de ces indemnités.

Litiges

La Société est défenderesse dans certaines poursuites judiciaires en suspens devant divers tribunaux en matière de responsabilité de produits et de différends contractuels avec des clients et d'autres tiers. La Société a l'intention de se défendre avec vigueur dans ces causes. La direction est d'avis que la Société a établi des provisions adéquates pour couvrir les pertes éventuelles et les montants non recouvrables des sociétés d'assurance, le cas échéant, relatifs à ces poursuites.

13. INFORMATION SECTORIELLE

La Société exerce ses activités dans les trois secteurs isolables décrits ci-après. Avant qu'elle ne décide de vendre le secteur des produits récréatifs et de classer les activités de ce secteur dans ses activités abandonnées, la Société exerçait ses activités dans quatre secteurs isolables. Chaque secteur isolable offre différents produits et services, nécessite des technologies et des stratégies de marketing distinctes et est dirigé par un président et chef de l'exploitation.

Le secteur aéronautique conçoit, développe, fabrique et vend des avions d'affaires et de transport régional à des particuliers, des entreprises ainsi qu'à des sociétés d'aviation commerciale. Il fabrique également des composants importants d'avions conçus et construits par d'autres avionneurs américains et européens. Il offre aussi des services à l'aviation commerciale et militaire, y compris des services de maintenance et de pièces de rechange et la formation de clients, ainsi que le programme de multipropriété Bombardier Flexjet.

Le secteur transport est le chef de file mondial dans l'industrie de la fabrication de matériel de transport sur rail et des services connexes. Il conçoit, développe, fabrique et vend des véhicules de transport-passagers ainsi que des systèmes complets de transport sur rail. Il fabrique également des locomotives, des wagons de marchandises, des navettes aéroportuaires, ainsi que des systèmes de propulsion et de contrôle et fournit des systèmes de contrôle ferroviaire.

Le secteur financier BC comprend les services financiers et immobiliers. Les services financiers visent la prestation de solutions de financement et de location garanties à des fabricants, des détaillants et d'autres entreprises, surtout sur les marchés nord-américains. BC gère également les portefeuilles en liquidation progressive décrits à la note 4. Les activités immobilières de ce secteur consistent en la vente de terrains à des promoteurs immobiliers et en la location d'édifices de bureaux à Bombardier.

Les conventions comptables des secteurs sont les mêmes que celles décrites dans le rapport annuel de la Société pour l'exercice terminé le 31 janvier 2003, à l'exception des modifications des conventions comptables décrites à la note 2. La direction évalue le rendement en fonction du bénéfice ou de la perte avant impôts sur les bénéfices. Les services intersectoriels sont comptabilisés aux prix courants du marché comme s'ils étaient fournis à des tiers.

Les intérêts débiteurs nets du siège social sont attribués aux secteurs manufacturiers et aux activités abandonnées selon leurs actifs nets, calculés comme suit : la moitié du taux préférentiel canadien est imputé aux actifs utilisés bruts réduits des intérêts sur les avances de clients calculés au taux préférentiel canadien. Le solde des intérêts débiteurs réels non alloués, le cas échéant, est attribué à chacun des secteurs manufacturiers et aux activités abandonnées selon leurs actifs nets. La Société n'attribue pas d'intérêts débiteurs du siège social au secteur BC. Les actifs nets excluent les espèces et quasi-espèces, l'investissement dans et avances à/de BC, actifs détenus à des fins de vente et les impôts sur les bénéfices reportés et sont réduits des créditeurs et frais courus, des avances et facturations progressives en excédent des coûts connexes ainsi que du passif au titre des prestations constituées et autres. La plupart des dépenses du siège social sont attribuées à chacun des secteurs et aux activités abandonnées en fonction des revenus.

Le tableau contenant le détail des informations sectorielles se trouve à la page suivante.

* Marque(s) de commerce de Bombardier Inc. ou de ses filiales.

INFORMATION SECTORIELLE

(non vérifiée, sauf les montants au 31 janvier 2003)

Pour les trois mois terminés les 30 avril

(en millions de dollars canadiens)

Secteurs d'activité	Bombardier Inc. consolidé				Aéronautique		Transport		BC	
	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002	2003	2002
	(redressé - note 1)		(redressé - note 1)		(redressé - note 1)		(redressé - note 1)		(redressé - note 1)	
Revenus de tiers	4 939,2	\$ 5 063,0	\$ 2 384,3	\$ 2 655,6	\$ 2 423,8	\$ 2 308,6	\$ 131,1	\$ 98,8	\$	\$
Revenus intersectoriels	-	-	-	-	5,6	5,5	85,9	93,2		
Revenus sectoriels	4 939,2	5 063,0	2 384,3	2 655,6	2 429,4	2 314,1	217,0	192,0		
Coût des ventes et frais d'exploitation	4 540,2	4 593,4	2 228,1	2 325,8	2 252,7	2 188,2	150,9	178,1		
Amortissement	239,9	213,1	102,4	118,1	84,5	57,6	53,0	37,4		
Intérêts débiteurs (créditeurs) et autres revenus	33,3	(12,7)	60,8	53,7	(16,0)	(22,3)	(11,5)	(44,1)		
	4 813,4	4 793,8	2 391,3	2 497,6	2 321,2	2 223,5	192,4	171,4		
Bénéfice (perte) découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	125,8	\$ 269,2	\$ (7,0)	\$ 158,0	\$ 108,2	\$ 90,6	\$ 24,6	\$ 20,6	\$	\$
Acquisitions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	183,2	\$ 134,4	\$ 85,3	\$ 111,0	\$ 96,5	\$ 20,4	\$ 1,4	\$ 3,0	\$	\$
Aux	30 avril 2003	31 janvier 2003	30 avril 2003	31 janvier 2003	30 avril 2003	31 janvier 2003	30 avril 2003	31 janvier 2003		
Actifs nets sectoriels	6 221,1	\$ 4 670,5	\$ 4 208,4	\$ 3 250,8	\$ 756,6	\$ 133,0	\$ 1 256,1	\$ 1 286,7	\$	\$
Créditeurs et frais courus	7 828,6	8 490,7								
Avances et facturations progressives en excédent des coûts connexes	3 337,9	3 816,0								
Passif au titre des prestations constituées et autres	1 178,1	1 185,6								
Avances à BC	111,4	-								
Impôts sur les bénéfices reportés	596,1	626,5								
Espèces et quasi-espèces	402,4	713,1								
Actifs détenus à des fins de vente	1 252,9	1 260,1								
Total de l'actif – Bombardier	20 928,5	20 762,5								
Investissement dans et avances à BC	(1 367,5)	(1 286,7)								
Avances de BC	-	(69,1)								
Total de l'actif – BC	8 489,7	9 602,7								
Total de l'actif – Bombardier Inc. consolidé	28 050,7	\$ 29 009,4	\$							